

VIE QUOTIDIENNE EN BANLIEUE MAROCAINE

par

MEKKI BENTAHAR

INTRODUCTION

Dans le Maroc d'aujourd'hui on peut dire que le phénomène social le plus important, qui indique la domination du système capitaliste dans le pays, est d'abord le bouleversement des structures sociales pré-coloniales, notamment au niveau de la famille. Nous verrons plus loin les formes de destructuration de cette cellule fondamentale.

Pour ne retenir que l'aspect urbain de l'espace marocain, celui qui se lie directement à la banlieue, nous constatons avec beaucoup de découragement les luttes urbaines variant en fonction des contradictions de plus en plus nettes que vit la ville marocaine de vingt cinq ans d'indépendance.

Quelles sont les conséquences sur le plan urbain ? Encore une fois, pour ne retenir que l'espace, disons dès maintenant que la défiguration est avancée. Un architecte bien informé sur les problèmes de la ville nous dit *« que les intérêts bien précis profitent de l'absence de maîtrise institutionnelle et de planification urbaine en général et rendent cette défiguration encore plus nette »*¹.

La dégradation qui nous est imposée par le vingtième siècle, en particulier la croissance urbaine, se retrouve au niveau de l'insuffisance

¹ S. BENZAKOUR « Formation du capital dans le bâtiment », Bulletin Economique et Social du Maroc (BESM), N° 141-142, p. 11.

des équipements, ou de leur absence parfois, au niveau également de la spéculation immobilière qui prospère grâce à une administration centrale et locale sans contrôle. La croissance urbaine reste à définir pour nous permettre de donner à l'Aménagement Urbain sa vraie signification.

Prenons l'exemple du logement qui est la cause de tout ceci. Ce sujet nous permet souvent d'entendre des discours officiels assez réalistes, il est vrai. Depuis 1973, les besoins en logements ont donné naissance à toute une organisation dans la construction d'habitats en série. Toutes sortes de projets (parapluie, abeille...) sont tentés pour nous donner des paysages immenses de « cubes blancs » sans air et sans lumière dans un pays où le soleil brille 300 jours par an.

Reprenons les difficultés de la famille qui habite ces « cubes blancs » ; nous verrons tout à l'heure par quelles étapes elle est passée pour être touchée dans sa forme. C'est cette évolution qui prouve que l'exclusion de la campagne (encore la structure économique dominante) a touché avant tout la famille. Elle se comporte dans l'espace de rencontre de la banlieue par exemple, en produisant une nette abâtardisation de l'architecture. Cette architecture se présente elle-même comme support privilégié de ces pratiques sociales mêmes qui permettent les enjeux urbains dont nous parlions tout à l'heure, à savoir les spéculations foncières. L'architecture étant porteuse de valeurs culturelles malgré tout spécifiques, on assiste de plus en plus à une sorte d'aliénation. Dans toutes les villes, on se retrouve face à une architecture qui se manifeste doublement — une architecture pour l'activité productive, et une autre pour l'activité de reproduction. Les deux s'opposent inévitablement parce que la première est riche, élaborée, bien « emballée ». Si la première est agréable à l'intérieur, la deuxième est démarquée par la pauvreté, qui l'oblige à être simple et souvent uniforme. Les deux modèles se conjuguent aux dépens des habitants sur lesquels ils ont des effets complémentaires. *L'architecture à « cubes blancs » nous dit A. Lahbabi, n'est pas seulement une économie du terrain; elle est architecture d'anonymat et de négation de la personnalité marocaine*².

Nous verrons au niveau de la perception du quartier en banlieue, combien l'auteur de cette constatation a vu juste.

2 A. LAHBABI « Famille et habitat », in Revue de l'Association des architectes Urbanistes (ANAU), n° 1, 1980, p. 30. Nous saluons, ici l'heureuse initiative de cette association qui consiste à faire revivre la revue des architectes urbanistes marocains.

En effet, en dehors de l'aspect extérieur de l'architecture marocaine d'aujourd'hui et son organisation interne, il faut considérer les niveaux d'adaptation et d'intégration des habitants. De nos jours, nous savons tous que la crise du logement est synonyme de la crise de l'habitat dans sa totalité : dans les banlieues comme en médina et en bidonvilles, il n'y a que taudification, insalubrité, inadéquation entre habitant et habité, etc.

Nous devons ces difficultés d'abord au modèle introduit par l'Etat colonial et poursuivi, adopté, par la période d'Indépendance, provoquant finalement un conflit entre l'organisation officielle de l'espace et les pratiques des habitants. On peut se demander si l'administration centrale est incapable de répondre aux besoins, ou si, au contraire elle mène jusqu'au bout la politique de contrainte et d'incitation au changement.

La destruction de la famille obéit, quant à elle, à un processus de changement bien connu aujourd'hui. La fin de la famille étendue, qui reste patriarcale dans son fond, a entraîné la disparition avancée de l'entreprise familiale. Cette destructuration est voulue parce qu'elle se fait selon une politique, une idéologie et une économie observées ici à travers les indicateurs socio-économiques, observée ailleurs par l'aspect de l'habitat et d'autres domaines négligés par le pouvoir central.

Nous proposons ici d'analyser ces conséquences de la démarche administrative à travers la formation des villes, parallèlement au dépeuplement rural.

INCOHERENCES DE LA PLANIFICATION GLOBALE

On pourrait tout aussi bien dire « tribulations d'une planification importée » ou tout simplement « absence de planification ». Absence de planification, car la planification économique à l'échelle nationale est née en France, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, avec les programmes d'équipement, réunis par la suite en un ensemble appelé « plan ». Ce document fait en réalité un inventaire des différentes interventions d'après-guerre, justifiées par une politique du Protectorat. Ce modèle colonial a évolué en modèle « de type socialiste » au début des années 65. Le cachet socialiste, selon l'analyse de J. Ensemble³, pourrait être donné, de même, aux programmes d'ori-

³ J. ENSEMBLE « *Le contre-plan* », Ed. du Seuil, Paris, 1965, pp. 5 et 15.

gine française. Les programmes marocains ont bien tenté de varier l'orientation française vers une autre tendance, enthousiasmée par l'Indépendance (1956).

Mais très rapidement nous constatons une certaine baisse au niveau des réalisations. Le planificateur de la fin des années soixante formule clairement des critiques à l'égard des précédents, les taxant d'ambition et d'irréalisme. Ces ambitions ont été réduites un peu plus par le départ des socialistes.

A travers tous les programmes, l'accent est mis sur l'interdépendance de l'économique et du social. Les déclarations sont souvent du même genre, et nombre de projets sont restés lettre morte. L'idéologie dominante n'a pas non plus changé. Elle se traduit par des actions différentes, sous l'influence de deux systèmes apparemment opposés, tout en suivant des méthodes en plusieurs points similaires. Ainsi, un point commun demeure entre les programmeurs : la recherche de la fixation du paysan à la terre, tout en fermant les yeux sur sa dépossession (*cf sous-emploi, poussée de latifundia, etc.*⁴).

A travers tous les programmes appelés « plans », on retrouve le problème majeur qui se posait déjà pendant la période coloniale. En milieu rural, le paysannat faisait l'objet d'expériences multiples pour augmenter la production exportable. Rien n'a changé : on a instauré un système d'encadrement agricole qui n'obtiendra jamais l'accroissement de revenu prétendument recherché. La production par tête d'habitat se présentait ainsi entre 1930 et 1955 :

années	moyennes (kg/habitant)
1930/45	347/380 kg/an (blé)
1946/55	290/325 kg/an (blé)

Depuis, elle a continué sans diminution.

Pour résumer cette question, on peut dire que la planification marocaine a non seulement continué la coloniale, mais elle en a cumulé les défauts.

Si l'on en croit les études de la Banque Mondiale de 1980, le pays abrite une population de vingt millions d'habitants dont le tiers vit dans la pauvreté absolue. La planification globale ne s'intéresse pas au volet social. Elle s'attache aux agrégats.

4 M. BENTAHAR « L'Aménagement du territoire au Maroc », thèse, Aix 1972.

LES MEFAITS D'UN URBANISME PEU PLANIFIÉ

Michel Ecochard⁵ écrivait en 1953 : « on dit communément que l'urbanisme est l'art de prévoir les villes pour trente ou quarante ans ». Il écrivait cela, sans doute pour dire combien il était restreint de ne planifier la ville marocaine que pour quinze ans.

Ce qui, en revanche, n'était ni attendu ni estimé à sa juste mesure, c'était l'afflux des paysans vers la ville, comme pour venir y partager les résultats de leur résistance à la colonisation. Or, le paysan ne sera jamais considéré quant à sa participation à l'accession à l'indépendance. Et c'est sans doute pour le retenir sur place, que l'administration agricole a envahi le paysan et déclenché de nouveau le système féodal sous une étiquette moderne, c'est-à-dire la bourgeoisie rurale : une colonisation a succédé à une autre.

Dans son fond, la planification à l'échelle centrale n'est pas suffisante. D'abord parce que le volet économique prend le pas sur le volet social. La planification que nous connaissons n'est intéressée que par le maintien des équilibres fondamentaux* (balance des paiements etc...). Les potentialités locales sont ignorées et peu inventoriées, et la participation locale non instituée. Le développement est conçu en dehors des conditions sociales et culturelles que vivent les paysans : une étude qui tiendrait compte de ces facteurs permettrait à ces mêmes paysans de bénéficier d'une partie des fruits de la croissance.

En attendant l'accès à cette participation, le village vit dans l'atmosphère suivante :

- crise du logement,
- précarité des conditions sanitaires (11400 par médecin mais concentration dans les centres villes payants),
- chômage frappant les jeunes (en 1971, 45 % ont moins de 15 ans, 85 % sont analphabètes).

Quand on observe le paysage urbain, on sent une certaine collaboration entre les élus locaux et les organes de l'Etat, mais elle donne à la pratique urbaine un caractère particulier. Il s'en est suivi une sorte d'urbanisation spontanée qui pose autant de difficultés qu'en milieu rural :

⁵ M. ECOCHARD « Casablanca ou le roman d'une ville », Paris, 1957.

⁶ A. BELAL, « Les collectivités locales face aux problèmes sociaux », BESM, n° 141-142, (Rabat).

— concentration de l'espace qui tend à s'amplifier en raison du modèle de croissance proposé,

— augmentation rapide du chômage urbain (en 1971 = 15 millions, selon un taux d'accroissement de 4,5 pour l'urbain — total 30 % d'urbains concentrés sur la côte).

On est contraint d'observer que les buts visés par l'Etat ne sont que partiellement atteints, et les grandes mutations de l'espace, continuent à échapper à tout contrôle et à toute maîtrise de la part des planificateurs⁷. On oublie de lier planification globale (allocation des ressources) et planification urbaine (allocation de l'espace). La section de l'architecture reconnaît elle-même qu'il fallait faire appel à une triple planification : globale, régionale, et urbaine⁸. C'est alors qu'on peut aboutir à une ville qui peut prétendre à satisfaire les besoins (emploi, logement, scolarisation). Autrement dit, la ville marocaine d'aujourd'hui repose sur le caractère privé des rapports de production : on se déclare pour la recherche de l'intérêt général avec une croissance économique qui repose sur l'initiative privée, souvent non-contrôlée.

Les discours idéologiques ne manquent pas de masquer les contradictions et les conflits en décrivant la ville comme le résultat d'une certaine anarchie urbaine. On ne parle par contre des enjeux urbains que dans ses grandes lignes. Il est rare d'entendre parler de la ville comme un tout (équipements, habitat, services, etc...), pouvant justifier un système de planification intégrée. La ville, elle-même marchandise, achète et vend la région qui l'englobe. Elle a donc des effets d'entraînement, tout comme elle est entraînée.

La méthode de planification dans notre pays, nous dit un architecte marocain⁹, consiste à prévoir séparément les besoins de l'un et de l'autre domaine et à trouver, a posteriori la cohérence entre eux ; ce qui aboutit le plus souvent à un gaspillage aussi bien de l'espace que d'autres ressources. Pour éviter une urbanisation anarchique et spontanée il faudrait :

— agir sur la concentration urbaine,

— agir sur l'exode rural,

⁷ S. BENZAKOUR, op. cité.

⁸ J. JORIS, « Planification globale et planification urbaine », BESM n° 141-142.

- créer des pôles de développement dans d'autres régions et centres urbains que ceux de la côte atlantique,
- réaliser une triple intégration au niveau régional et sectoriel d'une part, et entre la région et ses centres urbains de l'autre,
- satisfaire les besoins sociaux etc, etc...

PROLETARIANISATION DU MONDE PAYSAN ET RAPPORTS VILLE-CAMPAGNE

Nous utilisons à dessein cette formulation pour montrer à quel point le milieu rural contribue de son côté à concentrer une partie importante de la population dans des espaces aussi inattendus qu'est la banlieue aujourd'hui. Dans le cadre des rapports ville-campagne, on peut dire sans risque d'erreur que la croissance économique est orientée vers l'exportation, tout comme elle l'était dans le cadre du modèle colonial d'il y a quarante ans. Ce type de croissance orienté vers le Nord a des effets négatifs considérables sur les rapports ville-campagne en général, et sur le processus d'urbanisation en particulier.

Quand on considère l'accroissement démographique (une femme donne 7,4 enfants à la nation, pour conserver son mari) on constate une certaine pression dans les campagnes qui, ajoutée à l'expropriation progressive du paysan, fait aboutir le pays à une masse de main-d'oeuvre pour laquelle la seule solution semble être le départ vers la ville et l'émigration. Au cours d'une étude sur les villes moyennes, il nous a été permis de constater que la partie la plus importante des familles interviewées avait parcouru sept étapes en moyenne, avant de se fixer provisoirement dans une ville phosphatière, et espère émigrer vers l'Europe⁹.

Europe	Côte Atlantique	ailleurs	NSP	NR
33 %	21 %	31 %	8,5	7 %

Ces départs sont justifiés par un marché de l'emploi défaillant, et une agriculture latifundiaire extravertie, seule à pouvoir utiliser la mécanisation. C'est cette modernisation déclenchée en période d'après-guerre qui a vécu un effort considérable de la colonisation à faire revivre un monde paysan réduit au néant. Effort non désintéressé qui visait pourtant à transformer une agriculture traditionnelle en une autre, plus moderne, et plus productive.

⁹ « Fonctions des villes moyennes », BESM, n° 122, Rabat.

Les échecs se sont multipliés et la population active agricole est passée de 20 % en 1960 à 25 % en 1975, compte non tenu des départs vers la ville. Parmi les institutions les plus touchées par la pénétration de ce type de rapports de production dans le milieu rural, la famille est au premier plan. Il est permis de constater que la politique de développement n'est pas intéressée par les investissements visant à réduire l'exode rural. Il n'y a pas de recherche de nouveaux pôles de développement, et l'urbanisation demeure un phénomène spontané, dû beaucoup plus à des effets répulsifs qu'à des effets attractifs.

La campagne marocaine continue à fournir la banlieue ou à transformer le paysan en ouvrier agricole plus saisonnier que permanent. De son côté, la ville qui est la créatrice unique de l'activité industrielle, fournit les produits de récupération aux bidonvillois, mais demeure incapable d'inventer une croissance industrielle suffisante pour employer aussi bien les nouveaux arrivants que les anciens établis. C'est que la politique industrielle ne répond désormais qu'à une demande pré-établie, en ignorant clairement les besoins locaux.

L'URBANISATION ANARCHIQUE

L'étude de la croissance urbaine nous montre que le phénomène urbain est toujours étudié à travers le processus d'industrialisation. Cette vision serait sans doute juste s'il s'agissait de l'Europe du 19ème siècle où l'industrialisation s'est réalisée en même temps qu'une forte croissance urbaine. Dans les pays en voie de développement, le phénomène se présente autrement : au Maroc, par exemple, il faut distinguer l'organisation coloniale de l'indépendante. La première s'est greffée sur la ville marocaine ancienne, tout comme s'est greffée une population européenne qui a donné ce qu'on appelle « les villes folles » comme Casablanca dont la superficie dépasse celle de Paris (interview recueillie en ancienne médina de Casablanca auprès d'un vieux cireur). A la veille de la signature du Protectorat de la France au Maroc, on pouvait facilement imaginer pour les années suivantes un « laisser-faire » généralisé à toutes les villes afin d'assouvir au plus tôt la soif de profits immédiats et étrangers¹⁰. Cependant, il n'y eut pas que des réussites : ce qui fut moins connu c'est la difficulté qu'il y eut à décider les premiers habitants européens à résider dans les villes

10 J. DETHIERS, « 60 ans d'urbanisme au Maroc », Publications du Ministère de l'Urbanisme, Rabat, 1970, p. 1.

11 E. DURAND, « Evolution de l'Urbanisme au Maroc ».

que l'on dessinait pour eux¹¹. On peut dire, pour la période qui a suivi, que les opérations menées jusqu'à présent, souvent à grands frais, n'ont jamais revêtu un caractère global de nature à résoudre l'ensemble des problèmes posés. Les actions ponctuelles programmées jusqu'ici, ont été inopérantes, socialement et politiquement, au point que les crédits investis n'ont pas empêché les médinas de se surpeupler, les bidonvilles et villages clandestins de proliférer, et une grave crise du logement moyen de se développer. Il est permis de dire avec P.H. Chombart de Lauwe *que le dialogue qui devient de moins en moins permanent entre le bâtisseur et la population, est freiné au lieu d'être stimulé par le plan*¹².

L'observation du phénomène urbain dans ses origines nous donne les caractéristiques suivantes : pendant les années soixante, la population urbaine a augmenté en moyenne de 4,4 % par an. Le taux d'urbanisation a évolué de 29 % en 1960 à 35 % en 1971 et 38 % en 1976. En 1970, il y avait cinq grandes villes qui abritaient 50 % de la population urbaine. Toujours dans le sens de la concentration, Casablanca abrite à elle seule 28 % de la population urbaine et rassemble 55 % de l'activité industrielle. Par ailleurs, il y a concentration de la valeur ajoutée industrielle dans les villes (plus de 90 %). Le milieu urbain utilise plus de 80 % de la main d'oeuvre industrielle, c'est-à-dire une population qui ne représente que 19 % de la population totale active (35 % en 1971 !)¹³.

En réalité, la question qui se pose est la suivante : dans quelle mesure est-il possible pour les gouvernants que la pratique de l'urbanisme soit un moyen efficace pour dominer la gestion de la croissance urbaine ? Question difficile, réponse difficile.

Si l'on reprend par exemple la question de l'industrialisation, on peut remarquer que la physionomie générale (la géographie industrielle du Maroc) correspond à ce que les industriels ont voulu¹⁴. Il faut dire que l'Etat est pauvre en espace. La loi-cadre (qui est en quelque sorte le nouveau code de l'urbanisme) préconise en 1973, pour une période allant jusqu'à 1977, que l'Etat mette ses propres réserves sur le marché, sans équipements. Le résultat est presque

¹² P.H. CHOMBARDE DE LAUWE, « Evolution des besoins et transformations de l'habitat », Annales marocaines de Sociologie, Rabat, 1968, p. 90.

¹³ Nous utilisons ici les statistiques officielles.

¹⁴ H. BEGUIN, « L'Aménagement du territoire », Académie Royale de Belgique, Bruxelles, 1974.

impressionnant si on regarde le nombre de lotissements réalisés ces dernières années. Bien entendu les habitats bon marché (HBM = HLM) n'ont pas d'appuis fonciers, et la pauvreté de l'Etat en terrains est toujours importante. Les gros propriétaires traditionnels ont également disparu ou presque. Si les spéculateurs fonciers étaient autrefois le commerçant ou l'industriel, ils sont aujourd'hui fonctionnaires de l'administration (civils et militaires), employés du privé, et autres nouveaux riches se situant à un niveau privilégié des services publics et cherchant des gains rapides ; toujours aux *dépens de leur place initiale*. Avocats, médecins ou pharmaciens sont également intéressés par le placement. Un proverbe marocain reproduit par la télévision rappelle au spectateur *« qu'une brique sur le mur vaut mieux qu'une perle sur un collier »*.

Le code de l'urbanisme (loi-cadre 1973) s'interroge sur cette question de disponibilité des sols : *« Peut-on raisonnablement envisager une politique d'aménagement ou une politique de logement de masse dans un marché caractérisé par la pénurie des sols ? L'Etat doit donc contrôler le marché foncier et acquérir le plus tôt possible des quantités suffisantes de terrains là où il est nécessaire... »*

L'Etat est prévenu ; nous verrons pourtant les conséquences de cette recherche de formation du capital foncier, sur les actuelles banlieues marocaines. La monographie qui est utilisée ici (sur Douar Doum) montre combien la marginalisation d'un bidonville peut entraîner dépersonnalisation et destruction.

La promotion immobilière contribue, certes, à la transformation des circuits de la spéculation foncière, en créant une activité industrielle dont l'utilité n'est pas toujours indiscutable. Le taux de chômage ne diminue pas et l'industrie marocaine fonctionne selon une capacité à moitié utilisée (60 %) aggravée par une sous-consommation populaire. Le fromage fabriqué à Casablanca par exemple (sous licence) coûte aussi cher qu'en France. On s'oriente alors vers l'exportation à l'image de l'Amérique Latine et de toute la ceinture tiers-mondiste où l'on adore encore le soleil (Râ) depuis le temps des Pharaons...

Il est désormais permis de conclure qu'au Maroc, l'urbanisation est d'abord anarchique parce qu'elle est délibérément concentrée dans un ou deux pôles de croissance ; concentration à laquelle s'ajoute la dépendance vis-à-vis de l'extérieur (en particulier en matière de production alimentaire). D'où les problèmes réels et permanents.

nents de sous-nutrition. La première conséquence de cette concentration et de cette dépendance, est l'accroissement de l'exode rural qui entraîne vers les périphéries urbaines 100.000 habitants par an, venant accentuer les besoins en denrées alimentaires. Comme la ville ne fournit pas une réelle production alimentaire pour sa zone, elle entretient les rapports avec l'extérieur du pays, comme attirée dans le sillage de la division internationale du travail.

Ce n'est qu'en 1973 que fut conçue une « politique urbaine ». Les nombreux retards font que cette politique reste en dehors du modèle de développement adéquat : une plus juste répartition des revenus grâce à une plus sérieuse action sur les rapports ville-campagne. On peut dire qu'au contraire, l'urbanisation est conduite selon les critères types d'une accumulation privative massive et rapide, c'est-à-dire les mêmes critères qui guident la croissance économique générale¹⁵.

ORIGINES DE LA BANLIEUE MAROCAINE

La banlieue marocaine est formée presque tout le long du périmètre urbain et composée de trois types d'habitats : le premier, de loin le plus important du point de vue de l'occupation du sol (densité) est composé de baraques métalliques qu'on appelle « bidonville ».

Le second est en dur mais plus populaire et anarchique, y compris la zone des « cubes blancs ». Le troisième type d'habitat est constitué de villas où habitent les cadres supérieurs du gouvernement et de l'Etat (Pouvoir Central et ses périphéries).

La présente étude s'intéresse aux deux premiers types, où l'affectation du sol se fait au détriment de l'habitat : il en ressort une accentuation des déséquilibres inter-villes — toujours ramenés à l'exode rural. Nous pouvons constater une fois de plus que cet exode est en progression constante à l'intérieur et vers l'extérieur, qu'il déverse sur la ville un dépeuplement rural et qu'il est finalement assez mal connu.

Avec le temps, nous voyons depuis les années vingt (en même temps que les premières études foncières coloniales !) se transformer les périphéries urbaines, couvertes de baraques en tôle. Ce sont de

¹⁵ M. GERMOUNI, « Industrialisation et urbanisation », BESM, n° 141-142.

véritables petites villes quasiment sans équipements qui apparaissent comme des champignons de la forêt voisine.

La difficulté devient plus grande quand on sait que ces « sous-villes » sont peuplées en même temps de ruraux et d'urbains rejetés des centres urbains. Ces derniers rejetés des villes rejoignent les rejetés du milieu rural dépossédé pour former la population la plus marginalisée du pays. Cette population arrive en banlieue pauvre au nom d'une recherche de la désintégration à la fois urbaine et rurale. A un certain niveau, on peut dire que la politique du « diviser pour régner » se retrouve dans la vie quotidienne du banlieusard plus que partout ailleurs.

En ville, le prix du terrain se répercute sur le prix du logement à cause d'une forte spéculation foncière, et nous fait aboutir à un niveau de vie de plus en plus bas d'un côté, de plus en plus haut de l'autre. Avec deux classes de revenus (très bas/très haut) l'Etat restera toujours en deça des besoins, quelles que soient les réalisations. Ces raisons font que la masse est rejetée de la même manière et à peu près pour les mêmes raisons vers la périphérie, accélérant ainsi le phénomène d'urbanisation dite sauvage.

Parmi les résultats d'une enquête récente¹⁶ les banlieusards déclarent se retrouver en périphérie pour des raisons familiales, pour fuir la promiscuité d'un milieu auquel on se sent supérieur, etc. Un habitant immigré depuis 30 ans déclare avoir fui l'anarchie sociale (?) d'un quartier occupé par des ruraux nouvellement arrivés. Dans toutes les enquêtes, les réponses finissent par parler du niveau socio-économique. Il y a toujours recherche de l'optimisation du rapport prix/qualité.

La maison bidonvilloise :

L'enquête la plus récente sur le bidonville le plus ancien de l'agglomération de Rabat-Salé (Douar Doum = 80.000 habitants en 1971) aujourd'hui en cours de déplacement, nous donne les résultats suivants sur la perception de la « maison-baraque »¹⁷.

L'espace est perçu avant tout comme l'espace de la famille. Celle-ci est de plus en plus restreinte. Finalement, la famille, ce sont les présents. On connaît l'attitude de l'immigré dans ce domaine. (« n

16 NAVEZ, BOUCHANINE « *Pratique et perception de l'environnement urbain* », BESM, n° 141-142.

famille ce sont les gens qui habitent la maison »). Il faut dire que la coupure avec les origines est souvent absolue. La perception de la maison varie en fonction de deux modèles de la famille = un modèle de fait (les présents) et un modèle de référence (parents lointains).

L'harmonisation entre ces deux modèles de la famille, c'est-à-dire la conception d'une grande maison, ne se fait que chez ceux qui ont réussi. Si l'on a vu que l'immigré en Europe tente de retourner chez lui « une fois enrichi », le banlieusard tend soit à se rapprocher du centre ville ou de la partie moyenne de la banlieue, soit à s'installer sur place dans des conditions privilégiées.

Comme le type d'habitat ne coïncide pas toujours avec le type de réussite, il y a de plus en plus de familles qui s'intègrent. La maison est toujours considérée comme synonyme de réussite, et quel que soit le genre d'habitat. Une réussite sociale bien sûr, car « *elle est le miroir de la famille qui l'habite* » (l'homme qui l'habite = société patriarcale). Certaines maisons de la banlieue pauvre sont mieux meublées à l'intérieur que les appartements des fonctionnaires moyens (matelas, laine, zelliges, étage, etc.). Mais comme le dit si bien l'auteur de l'enquête, « *la maison va avec le terrain qu'elle occupe. Or un homme qui n'a rien juridiquement n'est rien* »¹⁷.

Aussi rencontre-t-on les premiers signes de recherche de l'intégration : la maison périphérique pauvre est meilleure que la maison rurale pour la majorité (jeunes) mais la distinction entre les deux habitats tient compte beaucoup plus du genre de vie.

La notion de quartier

En dehors de la maison, la perception de l'espace extérieur, par principe étranger (parce que appartenant à l'Etat), passe par la perception des équipements collectifs qui sont les lieux de rencontre privilégiés. Quand il s'agit d'une structure lâche, l'habitat est équipé selon une dynamique propre aux gens qui habitent cet espace : tout est organisé. Quand il s'agit du lotissement de l'Etat, l'équipement est réduit à sa plus simple expression : une fontaine pour cinquante familles ! Parmi les commentaires des habitants sur les équipements collectifs, nous ne relevons rien de positif. Cette première vision de l'extérieur étant déjà négative, voyons maintenant comment se perçoit le quartier dans sa totalité.

¹⁷ C. GEYRE DIMACHKIE, « Douar Doum », BESM, n° 141-142.

Le quartier périphérique n'existe en fait que par une conception qu'on a de l'administration et du commerce. Cette perception reste pourtant symbolique : le quartier a des dimensions physique, existentielle, sociale et symbolique. Pour les habitants, le quartier n'existe que de manière abstraite. C'est pourquoi ils ne perçoivent pas de limites entre les sous-espaces. Par contre, ils font des commentaires importants sur la différence des niveaux socio-économiques. Seul l'Etat est en mesure de fixer les limites et les différences entre espaces. L'Etat peut tout faire, et on attend de lui qu'il s'occupe de tout. Il faut dire que le quartier tel qu'il est conçu par l'administration, ne permet pas d'avoir un sentiment d'appartenance à un espace donné. Il n'y a pas de nom de métier comme en ville, où l'organisation économique est faite en fonction des traits propres aux quartiers.

De ce côté, l'Etat est tranquille : pour le bidonvillois, par exemple, d'origine urbaine ou rurale, son installation est définitivement provisoire. La même enquête sur le bidonville qui est en cours de déplacement (on dit « résorption ») nous rappelle que chez les habitants, on ne retrouve pas de mémoire collective sur les espaces ni de sentiment d'appartenance.

En général, il y a valorisation comme on le verra au niveau de l'attachement à la banlieue, d'abord parce que le mouvement migratoire est de type répulsif des deux côtés, rural et urbain. Il est répulsif par manque de terre, en raison de l'accroissement démographique élevé, et à cause de la spéculation foncière. Quand on examine les différentes variables de la vie quotidienne, on remarque

- la famille nombreuse,
- l'école éloignée et surchargée,
- le travail rare,
- les transports chers et insuffisants,
- enfin l'information uniquement officielle,
- et la santé publique considérée comme une affaire de classe et la propriété du Pouvoir (l'Etat).

Images de la ville

Ces images se situent dans le cadre de la perception de l'extérieur, et des aspirations en général. Au-delà du quartier se situe la ville où tout tourne autour des commerces. La ville est d'abord lieu où on peut acheter ; un objet de consommation en somme. Mais c'est une attitude purement symbolique pour la majorité qui ne

pose pas de statut socio-économique pouvant lui permettre d'atteindre ce niveau de consommation.

La ville est

— objet de consommation

— lieu d'habitat

mais rarement lieu de travail contrairement à ce que croient les ruraux. Une fois fixé en banlieue soit on sait qu'il n'y pas de travail en ville, soit on ne cherche même plus de travail pour s'installer dans un attentisme, de plus en plus aigu en raison du taux de chômage.

D'ailleurs, la ville n'est jamais vue comme totalité, mais comme somme de quartiers. Tout comme les habitants des banlieues ne se sentent pas toujours coupés du centre ville. Seuls les ruraux dont les revenus sont plus élevés conçoivent un futur éloigné de l'atmosphère qu'ils vivent.

A l'intérieur du quartier lui-même, la circulation est organisée presque comme dans les grandes villes : l'anonymat est imposé par les conditions de vie tracées par l'administration centrale. Si les rapports sont parfois chaleureux, persiste toujours une certaine méfiance à l'égard de l'autre : l'être du dehors qu'on ne connaît pas. Attitude qu'on retrouve également chez les immigrés. Certaines analyses de ces attitudes affirment que vouloir « *connaître l'autre est une manière de neutraliser une présence qui peut être angoissante car inconnue* ». Il n'en demeure pas moins que les limites existent bel et bien entre habitants de la banlieue : la banlieue forme une entité à l'image de la société globale.

En résumé, on peut dire que la notion de quartier semble inexistante, raison pour laquelle les jeunes désirent partir vers la ville de laquelle ils ont une image peu différente de celle des ruraux. La ville est toujours vue à travers

- ses mœurs libres (en fait c'est de la banlieue qu'il s'agit),
- ses équipements,
- son école,
- son exclusion économique, la ville est chère,
- son mythe de la vie facile,
- et aussi ses liens avec l'Etat et le Pouvoir Central qui évoquent le sentiment d'exploitation.

Quelques jugements négatifs sur la ville compensent les concepts de louanges et l'exaltation des jeunes quand ils parlent de la cité. Les jeunes rêvent tous d'aller en ville. S'ils n'y vont pas, c'est que les parents les retiennent, qu'il n'y a personne pour les prendre en charge à leur arrivée pour le temps de trouver une fonction lucrative, parce qu'ils n'ont pas pu obtenir une carte d'identité sans laquelle, disent-ils, « on te met en prison sans même te dire quand tu sortiras »¹⁸.

Aspirations et attachement à la banlieue

Dans le cadre de la perception de l'espace extérieur, les banlieusards n'imaginent même pas d'aller vivre ailleurs. Seuls quelques-uns pensent arriver un jour (inconnu dans le temps) se rapprocher du milieu d'origine ou de la ville proche des parents. Nous voyons ce que font également les immigrés revenus d'Europe : créer une petite entreprise dans une ville de préférence, même si elle n'est pas très proche des parents ; se comporter en matière de consommation comme ceux qu'on a quittés en Europe ; faire faillite au bout de quelque temps et devenir ouvriers errants.

L'itinéraire le plus courant par lequel passent les habitants des banlieues depuis leur milieu d'origine est à peu près le même pour tous :

- 1 — bidonville ou rural
- 2 — bidonville
- 3 — médina pauvre
- 4 — médina (quartier riche)
- 5 — habitat traditionnel (renové pauvre)
- 6 — habitat traditionnel riche.

On ne passe pas directement du bidonville au traditionnel même pauvre. Autrement dit, ce type d'habitat qui est le modèle local le plus courant est aussi inaccessible pour les habitants pauvres.

L'étude de l'attachement des habitants des banlieues à leur quartier se dégage clairement de la perception et du classement des quartiers rejetés. En général, on constate une certaine peur de la régression vers des espaces jugés moins bons, et non des désirs à l'égard

18 M. BENTAHAR et P. PASCON « Ce que disent 296 jeunes ruraux », dans Etudes sociologiques sur le Maroc, Rabat, 1971, p. 204.

des espaces perçus comme meilleurs ¹⁹. La peur de la régression dépasse de loin l'attraction des possibilités de mobilité.

« Quand on n'a pas où aller, on ne regarde pas trop les conditions de vie dans l'endroit où l'on se trouve. On peut dormir n'importe où, manger ce qui se présente, respecter peu les autres, ou ne pas se poser le problème ; se prostituer pour une bouchée de pain, vivre sans savoir où l'on va, désorganisé, ne rien posséder, ni le temps, ni les moyens. On se laisse aller, on prend l'habitude, on s'installe malgré soi, malgré les autres et on consomme notre pauvreté, espérant le jour où l'un de nous nous sortira d'ici.

« Regardez les gens ici. Ils n'ont même pas de métier ; des gens à tout faire... il n'y a pas de ministre en tout cas ».

Quant aux habitants de la banlieue pauvre, ils habitent un espace qu'on a rempli de sa vie, comme partout ailleurs, mais l'attachement à cet espace est plus fort : le quartier est toujours décrit positivement.

En résumé, l'appartenance à la banlieue ¹⁹ est vue comme :

- un fait administratif,
- un espace où l'insertion se fait en dehors de l'individu,
- le quartier représente un aboutissement après un chemin ascensionnel vu de manière très réaliste : on reste « à son niveau » — D'où la description neutre,
- l'équipement ne peut se trouver qu'en ville...
- la ville est vue comme objet de consommation.

¹⁹ NAVEZ-BOUCHANINE, *idem.*, p. 82.